


EDITORIAL

Léiw Spuerer/innen,

dir sidd elo bal zu 1.000 (wann des gedreckt ass hun mer den Kap vlaischt schon iwwerschratt). Dat ass en groussen Schrëtt fir etika, well an Verhandlungen mat der Regierung, dem Pensionsfong an dem Banksektor fir méi Transparenz, Solidaritéit an Responsabilitéit huet eng Zuel vun 1.000 Spuerer mei Gewiecht wéi 269 (Enn 1997) oder 588 (Enn 2008). Et get etika elo schon 15 Joër an mir wëllen all den Spuerer, Freiwëllegen an Partner merci soen fir hiert Vertrauen an hier Ennerstzung an denen Joëren. Lo verleist etika esou lues d'Pubertéit fir erwuesen ze gin an dat mat 1.000 Spuerer an 40 Milliounen Euro, wann dat ken gutt Zeechen ass...

Ausserhalb vun der „etika-Welt“ geseit et momentan manner roseg aus: Europa ass zerappt vun enger vun den schlemmsten Scholddenkrisen iwwerhaapt, den Euro huet ganz wackeleg Been, Dausenden vun Leit vu Wall Street bis Puerta del Sol sin „indignéiert“, an Syrien get d'Vollek massacréiert an zu Durban get vill iwwert d'Klima geschwaat, mee d'Hoffnung op konkret Décisiounen an Handlungen schwennt. Zum Schluss vun desem Joër sollte mer eis besennen fir dass 2012 net nemmen ethesch gespuert get mee global mei ethesch gehandelt get. Schéin an besennlech Féierdeg wenschert ärt

Magali Paulus

Face à la crise financière, de nouveaux comportements citoyens en matière d'argent voient le jour

«C'est une chance que les gens de la nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.» Henry Ford ignorait certainement que son analyse serait d'une brûlante actualité plus de 80 ans plus tard: les mouvements citoyens inventent ou réinventent des mécanismes visant à faire valoir leur point de vue face à une finance dérégulée que l'on dit incontrôlable. Parallèlement à ces actions parfois spectaculaires, les investisseurs privés privilégient des placements répondant à des critères de plus-value socio-environnementale. Si les fonds de placements socialement responsables continuent leur progression, les produits de la finance sociale connaissent une nouvelle jeunesse et les chiffres issus des banques et organisations de la finance sociale ne démentent pas cette tendance de fond qui s'est propagée suite à la crise de l'automne 2008.

Rappelons avant tout que la crise dite de l'endettement ou de l'euro que nous vivons actuellement a été la suite logique de celle des «subprimes» en automne 2008. Cette crise a

eu comme point d'orgue la chute de la banque d'affaires Lehman Brothers et surtout la perte de 27 % (!) du PIB mondial de 2008 utilisé pour renflouer les banques défaillantes: cette estimation est donnée par l'ancien directeur de la Banque Centrale Européenne Jean-Claude Trichet, que l'on ne saurait soupçonner d'une quelconque sympathie envers les thèses altermondialistes. L'endettement massif des Etats industrialisés qui en a résulté pèse lourdement sur la stabilité de nos économies, au point de menacer la cohésion européenne et de redonner des couleurs aux thèses nationalistes, que l'on avait crues définitivement enterrées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les populations des pays sous la coupe des plans d'austérité protestent, à juste titre, contre les sacrifices qui leur sont imposés alors qu'ils ne portent aucune responsabilité dans la débâcle financière actuelle et refusent que les marchés financiers exercent un diktat sur leurs démocraties: la Grèce et l'Italie sont désormais gouvernées par des dirigeants qui n'ont pas été élus.

Le système bancaire dominant est largement discrédité pour nombre de citoyens, dont

certaines se reconnaissent dans les mouvements des indignés qui apparaissent partout à travers le monde. Les critiques et revendications exprimées sont certes assez disparates d'un pays à l'autre mais pratiquement tous ces mouvements se reconnaissent dans la remise en cause du primat de la finance sur les démocraties. On aurait tort de limiter ces protestations à des manifestations ou des occupations de lieux symboliques comme le Zuccotti Park devant Wall Street à New York, la Cathédrale St-Paul à la City de Londres ou l'Arche de la Défense à Paris. Si l'appel d'Eric Cantona à vider les comptes des banques en France a surtout provoqué un buzz médiatique, on ne peut pas en dire autant de celui de Kristen Christian, une américaine de 27 ans qui, exaspérée par la politique commerciale discriminatoire de sa banque, a lancé l'opération Bank Transfer Day sur les réseaux sociaux. En quelques jours, elle a mobilisé bien malgré elle 650 000 de ses compatriotes, excédés comme elle par l'impunité du secteur financier. Ceux-ci ont fermé comme un seul homme leurs comptes bancaires pour transférer leurs avoirs vers des banques coopératives, retirant ainsi la rondelette somme de 4,5 milliards de dollars aux grandes banques commerciales du pays. Bien que Kristen Christian ait précisé que son initiative ne s'inscrivait pas dans le mouvement Occupy Wall Street, il est certain que cette opération inédite ne restera pas isolée, d'autant que les mouvements citoyens ont promis qu'ils ne resteraient pas inactifs et se serviront des leviers à leur portée pour faire valoir leurs revendications.

Plus proche de nous, l'association ATTAC Deutschland a lancé en juillet dernier la campagne Krötenwanderung, qui dénonce les banques jugées les moins responsables de par leur engagement dans l'industrie nucléaire, le commerce des armes, leur présence dans les paradis fiscaux, la spéculation sur les matières premières qui fait grimper les prix des céréales primordiales pour l'alimentation des pays en voie de développement, etc. Comme ce fut le cas outre-Atlantique, cette campagne dépasse la condamnation morale puisqu'elle a encouragé nos voisins à transférer leurs avoirs déposés dans des «mauvaises» banques vers des institutions financières éthiques comme la GLS Bank, la Umweltbank, l'Ethikbank ou vers des banques restées fidèles à leur mission de rémunération de l'épargne des ménages et de financement de l'économie réelle comme les caisses d'épargne régionales.

Dans les pays où la précarité a fortement augmenté ces derniers mois, des alternatives au système bancaire se sont créées comme cette caisse solidaire dans la région de Séville, où



« La fin de la démocratie et la défaite de la révolution américaine arrivera quand le gouvernement tombera aux mains des institutions de crédit et aux corporations monétaires. » Thomas Jefferson, Troisième président des Etats Unis, 1802

des mères de familles généralement en mauvais termes avec leurs banquiers réinventent le principe de la tontine africaine : la mutualisation d'une épargne et du risque lié au crédit autour d'une communauté, ce qui permet ainsi à des personnes exclues du système bancaire de pouvoir à nouveau épargner et subvenir à leurs besoins de base à travers des microcrédits. Les monnaies alternatives et complémentaires connaissent également un regain d'intérêt à l'heure où les monnaies dominantes connaissent de sérieux problèmes qui menacent jusqu'à leur existence. Pire encore, la possibilité de l'explosion du risque systémique – à savoir l'effondrement financier qu'a connu l'Argentine en décembre 2001 – n'est plus considérée comme impensable aujourd'hui et ce à l'échelle mondiale. L'économiste Frédéric Lordon, qui avait déjà prévu le désastre de 2008 avec d'autres experts de la pensée économique non-libérale, est sans appel quand il déclare : « On a créé des mastodontes de la finance encore plus 'déspecialisés' qu'auparavant, véritables foyers de risque systémique ambulants. »

De tels bouleversements ont évidemment des conséquences sur l'investissement socialement responsable. L'organisation Eurosif, qui regroupe les principaux acteurs européens de l'ISR, a ainsi constaté dans son enquête publiée en 2010 que les actifs sous gestion répondant à des critères socio-environnementaux ont cru de 87 % en trois ans. Ils passent de 2 700 à 5 000 milliards d'euros en trois ans. Les fonds thématiques, spécialisés dans un secteur précis comme la microfinance dans les pays en voie de développement ou la production d'énergies renouvelables, connaissent également une forte croissance. Ce sont avant tout les investisseurs institutionnels (banques, fonds de pension et assurances) qui occupent le marché puisqu'ils représentent 92 % du volume

en investissement. Les particuliers, en partie échaudés par la volatilité des fonds d'actions, préfèrent aujourd'hui se concentrer sur des produits d'investissement de proximité, garantissant à la fois la responsabilité de l'activité soutenue et la transparence envers l'épargnant, qui sait toujours comment travaille son argent.

Contrairement à la majorité écrasante des fonds de placement de type ISR qui n'investissent que dans les entreprises de grande taille, la finance sociale soutient les organisations qui n'ont pas accès aux marchés pour se financer : PME, entreprises coopératives du secteur marchand et non marchand, associations, ONG, etc... Cette finance est promue par des organisations de la société civile ou des banques de taille plus modeste que les banques traditionnelles. Il n'y a pas qu'aux Etats Unis ou en Allemagne que les choses changent : les associations de la finance sociale de nos voisins belges travaillent actuellement à la création d'une banque citoyenne qui fournira les mêmes services qu'une banque traditionnelle.

Quant à etika, qui fêtera ses quinze ans ce mois-ci, elle a prouvé à travers le quasi millier d'épargnants qui lui ont fait confiance, les 40 millions d'euros d'épargne déposés et les plus de 80 organisations soutenues, qu'au Luxembourg aussi la finance sociale dispose d'une crédibilité et d'une popularité non démenties depuis un certain mois de septembre 2008 : nous avons gagné en volume en 2009 et 2010 avec autant d'épargne déposée que pendant les 7 premières années du mécanisme. Plus que jamais etika, avec les autres acteurs de la finance sociale européenne, demande aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités en adaptant leurs politiques d'investissement et de fiscalité pour que les produits de la finance sociale puissent devenir comparables en volume aux placements traditionnels. (jsz)

15 ans de finance sociale au Luxembourg

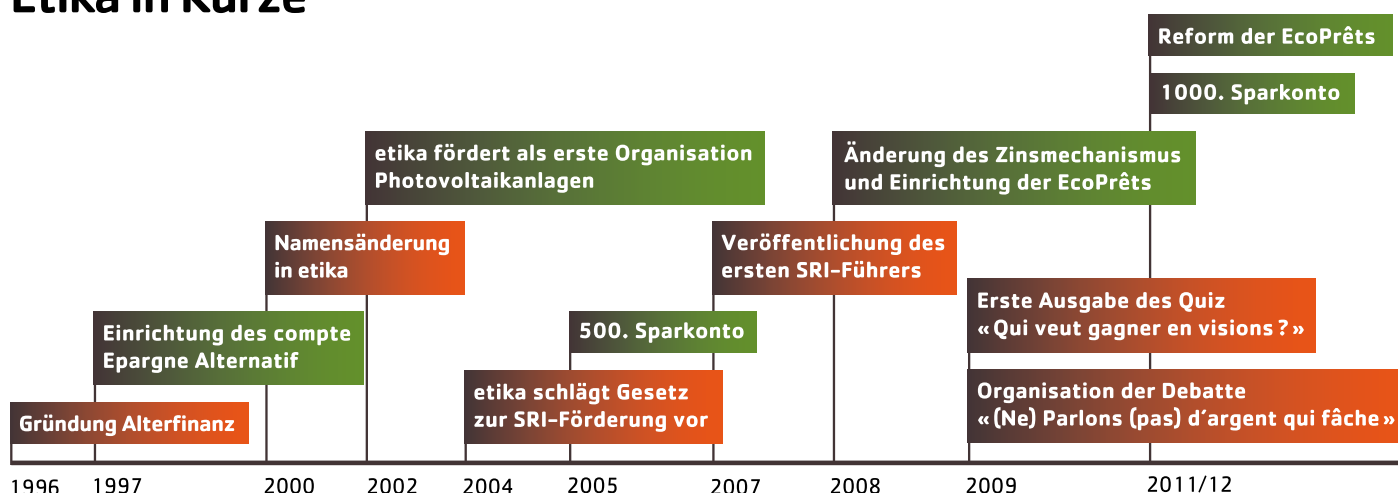
Notre association a été fondée en décembre 1996, sur la volonté commune de cinq organisations issues de la société civile luxembourgeoise et de la BCEE: l'occasion de revenir sur les conditions de sa fondation qui ne furent pas des plus faciles.

Quand etika et la BCEE signent, fin 1996, le protocole d'accord qui donnera naissance au mécanisme d'épargne alternative en janvier 1997, le vent ne souffle pas vraiment dans le sens des idées de solidarité véhiculées par la finance sociale, bien au contraire: c'est en décembre de cette année que se tient la première réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Celle-ci se fera tristement connaître par sa volonté d'imposer le libre-échange à toute la planète, au mépris des droits humains et de l'environnement. Les mouvements de résistance à la mondialisation néolibérale sont encore balbutiants: rendons hommage aux zapatistes du sous-commandant Marcos qui inspirèrent cet esprit de résistance deux ans plus tôt, esprit qui va se concrétiser par la première grande manifestation de contestation du néolibéralisme à Seattle en décembre 1999. Au Luxembourg, Jean-Claude Juncker est premier Ministre depuis 1995, ce qui fait de lui le seul dirigeant politique européen à être resté au pouvoir aussi longtemps sans interruption. Si les banques sociales existent déjà dans les pays voisins du Luxembourg, comme la Banque Triodos active en

Belgique depuis 1993, la Nef en France depuis 1988, la GLS Bank en Allemagne depuis 1974, il n'en est rien au Luxembourg. Et pourtant, dès le début des années 1990, les membres fondateurs d'ALTERFINANZ (qui sera rebaptisée etika en 2000) à savoir l'ASTM, le Cercle de coopération des ONG de développement, le Demeter Bond, la Fondation Caritas et la fondation Oeko-fonds réfléchissent à la mise en place d'un produit financier inspiré des expériences voisines. Un produit qui garantirait une transparence et une responsabilité à l'épargnant et qui proposerait des conditions de crédits favorables aux porteurs de projets, qu'ils soient des personnes physiques ou morales, issus du secteur marchand ou non-lucratif, à partir du moment où ceux-ci puissent justifier d'une plus-value sociale ou environnementale dans leur activité. Les fondateurs étudient plusieurs scénarios pour la création de ce produit: l'idée de fondation d'une nouvelle banque ex cathedra (comme c'est le cas de la NewBank actuellement en Belgique, cf etika info 36 de septembre dernier) est vite abandonnée au regard des énormes ressources financières, logistiques et humaines qu'il faudrait mobiliser. Des contacts sont pris avec des banques sociales existantes, dont la Triodos déjà présente à l'époque aux Pays-Bas et en Belgique, mais là encore, il faut faire marche arrière car la taille du marché luxembourgeois ne justifie pas la création d'une filiale avec la charge d'un salaire, même à temps partiel. Il reste donc

la solution qui a été également choisie par la Nef en France, c'est-à-dire collaborer avec une institution financière déjà présente sur le territoire luxembourgeois et disposant d'un réseau d'agences suffisant pour toucher toute la population du pays. Il n'y avait que cinq banques répondant à ces critères: la BCEE bien sûr, mais également la Raiffeisen, le Crédit européen (devenu ING), la Banque de Luxembourg, la BGL et la BIL (sachant que ces deux dernières banques ont changé d'actionnaires et retrouvé leurs noms d'origine, en prenant au passage quelques centaines de millions d'euros dans la poche du contribuable luxembourgeois suite à leurs investissements hasardeux...). La volonté des fondateurs d'Alterfinanz était de travailler avec autant de banques que possible, mais comme indiqué précédemment, les idées de solidarité n'étaient pas des plus populaires en ces temps de néolibéralisme triomphant. Finalement, seule la BCEE prêta une oreille attentive aux propositions des cinq organisations. Nous pouvons dire aujourd'hui que chaque partie s'en félicite, d'autant qu'actuellement, si de nombreuses banques cherchent à redorer leur blason terni par la crise de 2008 en se présentant comme sociales ou vertes, rares sont celles qui peuvent justifier d'une aussi grande longévité dans ce domaine: etika est désormais une adolescente en bonne santé et la confiance que vous nous avez manifesté dès le début laisse à penser que nous ferons encore parler de nous dans les années à venir! (jsz)

Etika in Kürze



Neubau des Kass Haff

Der Bio-Bauernhof Tom Kass in Rollingen bei Mersch hat bereits im Sommer 2008 eine Kreditlinie über 100.000 Euro bewilligt bekommen. Es handelte sich damals um eine Vorfinanzierung im Zusammenhang mit der Beantragung eines Investitionskredits, über den noch zu entscheiden war. Es gab jedoch Verzögerungen, so dass über den Kredit erst im Oktober 2011 positiv entschieden werden konnte. Mit dem Bau eines Aussiedlerhofes anstelle des bisherigen Hofes in eingegrenzter Dorflage möchten Tom Kass und seine Partnerin Anja Staudenmayer den Fortbestand des Betriebes und dessen biologisch-dynamischer Bewirtschaftung sichern.

Auf dem neuen Hofkomplex, dessen Bau im Oktober begann, soll die ganze Vielfalt der Tiere – Milch- und Mutterkühe, Pferde, Schweine, Ziegen, Hühner und Kaninchen – an einem Ort leben und dort neue und verbesserte Haltungsbedingungen vorfinden, die in beispielhafter Weise den Ansprüchen der Demeter-Richtlinien genügen. Die Milchviehhaltung soll ausgedehnt werden und eine Milchverarbeitung zusammen mit der BioG (Biobauerngenossenschaft) aufgebaut werden. Die Zahl der Mutterkühe wird ebenfalls verdoppelt, um der jetzt schon hohen Nachfrage nach Fleisch- und Wurstwaren des Hofes gerecht zu werden.

„Durch die optimierten Haltungsbedingungen entsteht eine Art Demonstrationsbetrieb für den Öko-Landbau“, erläutert Tom Kass. Die Hofkäserei und das Backhaus dienen der Veredelung der eigenen Produkte. „Unsere pädagogische Arbeit mit Schulklassen, Praktikanten und anderen Gruppen soll beibehalten werden und durch die Schaffung eines größeren Aufenthaltsraumes bessere Rahmenbedingungen erhalten.“ Der Betrieb wird schon heute von jährlich über 150 Gruppen besucht.

„Diesen sozialen Austausch wollen wir noch ausbauen und durch den Hofladen und eine Kindergartengruppe erweitern“, erklärt Tom Kass. Mit dem Betrieb eines Hofladens als NATURATA-Filiale soll „die Öffnung des Hofes nach außen hin perfekt werden“, so Tom Kass. Dieses Anliegen der bewusst offenen Darstellung dieser Wirtschaftsform ist den beiden sehr wichtig und wurde zur Grundlage ihres innovativen Konzeptes:

Die Gesamtinvestitionssumme des Projektes beträgt 4,2 Millionen Euro bei einer Laufzeit von 20 Jahren. Der von etika und der BCEE erteilte zinsreduzierte Kredit umfasst hierbei 1,6 Millionen Euro. Zwar liegt diese Summe um 100.000 Euro über der üblichen Höchstsumme unserer Kredite, doch entschied das etika-Kreditkomitee unter Zustimmung des Verwaltungsrates, hier in ähnlicher Weise eine Ausnahme zu machen, wie dies bereits für einen Kredit für die BIOGROS-Lagerhalle im Jahr 2010 der Fall war, da das Projekt in besonderer Weise einen ökologischen und pädagogischen Mehrwert aufweist und rund fünf neue Arbeitsplätze schafft.

Zurzeit kann das Betreiberehepaar hofeigene Produkte, wie Fleisch- und Wurstwaren, Getreide, Milch und Kartoffeln, anbieten. Mit dem Hofladen soll das Angebot aber auf ein vollständiges Biosortiment erweitert werden. „Als Dienstleistung bieten wir die Besichtigung unseres Hofes für alle Interessierten an. Damit tragen wir sehr wesentlich zu einer Einbindung der Landwirtschaft in das Gesellschaftsleben bei“, erklärt Tom Kass. Neben den Kunden des Ladens sollen auch Schulklassen und andere Gruppen – zum Beispiel alle konventionellen Landwirte – vor Ort einen unverbindlichen Einblick in die biologisch-dynamische Produktion erhalten.

„Es ist heute eher selten, dass ein Hof mit dieser Vielfalt ganz neu aufgebaut wird“, betont Tom Kass. Meistens gehe eine Modernisierung auch mit einer Spezialisierung einher. Somit sei das Projekt auch ein Pilotprojekt, weil ganz bewusst versucht werde, der Entfremdung der landwirtschaftlichen Produktion entgegenzuwirken. Die beiden Initiatoren des Projektes streben im Übrigen eine aktive Beteiligung von BioG und NATURATA in einer Gesellschaftsform an, die im Detail noch zu klären bleibt. (esf)

KONTAKT

Tom Kass

1, rue Bildchen

L-7518 Rollingen / Mersch

Tel: 26 32 05 06

Festliche Einweihungen



Im August 2010 hat die auf den Bau von Holzhäusern spezialisierte Firma **Rollinger** von etika und der BCEE einen Investitionskredit über 1,5 Millionen Euro für den Bau eines neuen Firmensitzes in Steinsel erhalten, in dem sich neben den Büros auch die Werkstätten befinden. Das bereits im März 2010 fertiggestellte Gebäude erlaubt Rollinger eine effizientere und nachhaltigere Produktion in verschiedenen Arbeitsbereichen. Die offizielle Eröffnung des Gebäudes fand am 23. September im Beisein der Ministerin Françoise Hetto-Gaasch statt.



Um der steigenden Nachfrage gerecht zu werden, hat der Bio-Großhändler **BIOGROS** 2011 Investitionen in Höhe von zwei Millionen Euro getätigt, um eine neu angemietete Lagerhalle umzustrukturieren und neue Verarbeitungs- und Verpackungsbereiche einzurichten. Die Investitionen wurden zu einem Teil vom Ackerbauministerium subventioniert, zum Teil durch zinsvergünstigte etika-Kredite ermöglicht. Am 28. Oktober wurden die neu aufgestellten Betriebsbereiche eingeweiht. Die Aktivitäten von BIOGROS sind eingebunden in die OIKOPOLIS-Gruppe mit den Partnern NATURATA und BIOG in Munsbach. (esf)

Soutien aux personnes mises sous tutelle

Le Service d'Accompagnement Tutélaire (SAT) est le premier service de gestion de tutelle sociale au Luxembourg. L'asbl travaille avec le ministère de la justice pour suivre les personnes mises sous tutelle. Actuellement le service gère 240 dossiers. Ce qui distingue ce service d'autres tuteurs, des avocats par exemple, est le fait que leurs clients sont activement impliqués dans l'élaboration de leurs projets et qu'il n'effectue pas seulement une gestion administrative, mais qu'il gère spécifiquement la situation socio-financière des clients dits incapables majeurs, étant en outre attentif à ce qu'ils achètent.

SAT était déjà bénéficiaire de deux lignes de crédit auprès de la BCEE. Une ligne de crédit

de 5000 euros servait à avancer pour leurs clients par exemple des frais médicaux remboursés ensuite par la CNS ou des frais d'huissier de justice qui coûtent cher en intérêt. Le client ne doit porter que les frais de la ligne de crédit. En septembre 2011, le service a demandé à etika et à la BCEE une nouvelle ligne de crédit de 7500 euros (remplaçant la vieille ligne de crédit) pour diminuer la charge pour leurs clients.

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de douze membres. Quand au service tutélaire, il compte cinq employés à temps plein. Pour couvrir, en cas de besoin, les frais de fonctionnement du service

(salaires, loyers), l'association était bénéficiaire d'une deuxième ligne de crédit de 25000 euros. En septembre 2011, l'association a demandé à la faire passer à 35000 euros.

Les deux lignes de crédit se sont vues accorder les augmentations en septembre 2011. (esf)

CONTACT

Mike Schaltz

Service d'accompagnement tutélaire asbl

121, avenue Lucien Salentiny

L-9080 Ettelbrück

Tél: 26811724

Drei neue EcoPrêts für Sanierungen und Neubauten

Angesichts steigender Energiepreise planen viele Familien den Bau eines energiesparenden Hauses oder wollen die Energieeffizienz ihrer aktuellen Wohnung verbessern. Wenn sie dabei die Kriterien des Ministeriums für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur einhalten, können sie Subsidien erhalten. Im Falle eines Kreditbedarfs gibt es seitens der Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (BCEE) im Rahmen der EcoPrêts LOGEMENT (für Neubauten) und ENERGIE (für Sanierungen bestehender Wohnungen) das Angebot einer zusätzlichen Zinsvergünstigung. Wer sich zudem entscheidet, das Bauvorhaben besonders ökologisch und energiesparend umzusetzen, kann über etika die Möglichkeit einer Zinsvergünstigung zusätzlich zu den bereits vorteilhaften Zinsen der EcoPrêts in Anspruch nehmen.

Seit Sommer 2011 profitieren drei weitere Familien mit Neubau- oder Sanierungswunsch von dieser dreifachen Vergünstigung im Rahmen der EcoPrêts: Florio Dalla Vedova und Valérie Fanuel aus Larochette erhielten im Juli 2011 einen EcoPrêt ENERGIE in Höhe von 50.000 Euro zur Renovierung ihres Hauses. Cheryl Koenig und Jeff Bissen in Dudelange erhielten im September 2011 einen EcoPrêt

LOGEMENT in Höhe von 100.000 Euro für den Neubau eines Holzhauses. Auch Jérôme Wolter aus Mertzig erhielt im November 2011 einen EcoPrêt LOGEMENT in Höhe von 100.000 Euro für einen Neubau. Zwei weitere Anträge werden zurzeit geprüft.

Alle drei Kreditnehmer haben sich für die Nutzung von natürlichen Materialien (Holz, Ton, Zellulose etc.), inklusive aus natürlichen Stoffen hergestellte Materialien (z.B. Fermacell, Pavatex oder Diffutherm) anstelle von künstlichen bzw. synthetischen Materialien (Beton, Glaswolle, Styropor, etc.) beim Bau bzw. der Sanierung ihrer Wohnung entschieden. Sie haben außerdem bei der Verkleidung eine Isolierstärke gewählt, die eine höhere Energieeffizienz gewährleistet als das vom Ministerium verlangte Minimum.

Allgemeine Konditionen der von etika ermöglichten Zinsbonifikation sind: als zulässige Obergrenze für die Zinsreduktion beider Kredite: 50.000 Euro (EcoPrêts ENERGIE) und 300.000 Euro (EcoPrêts LOGEMENT), 10 Jahre als Maximaldauer der Zinsreduktion und die Zusendung des Energiezertifikats und detaillierter Rechnungen über die durchgeführten Arbeiten und Materialien. (esf)

Polygone



Polygone ist ein Unternehmen des Nebengewerbes. Besonders stark setzt sich die Firma für die Wiedereingliederung von Menschen mit speziellen Schwierigkeiten in den Arbeitsmarkt ein, allem voran von Langzeitarbeitslosen. Im Oktober 2011 hat Polygone vier mobile Klassenräume an die belgischen Kommunen Léglise und Florenville (Provinz Luxemburg) verkauft. Zur Überbrückung der Wartezeit bis zur Begleichung der Rechnung hat Polygone von etika und der BCEE einen Überbrückungskredit in Höhe von 100.000 Euro und einer Laufzeit von drei Monaten erhalten. (esf)

KONTAKT

Polygone

B.P. 159

L-7502 Mersch

Tel: 49 20 05 1

Le FDC et les entreprises à irresponsabilité illimitée



Le 25 mai dernier, Mars Di Bartolomeo – politiquement en charge du Fonds de Compensation commun (FDC) au régime général de pension – affirmait que le FDC « se porte comme un bon père de famille ». Ce Fonds a pour objectif de capitaliser nos retraites, mais à quel prix ? Et qui en profite ?

« La question des bombes à sous-munitions n'est que l'arbre qui cache la forêt » affirmait Paul Delaunoy, ancien directeur de Greenpeace Luxembourg. Les actifs en question ont été retirés entre-temps, mais la problématique reste toujours intacte. Nos retraites de demain servent aujourd'hui à maintenir un système irrespectueux des droits de l'homme et de l'environnement. Effectivement, la présence d'actifs d'entreprises controversées dans le portefeuille du FDC fait frémir les représentants de la société civile. (voir etikaINFO 35 et 36).

La liste des entreprises dont le FDC détient des actifs est exhaustive et la plupart sont bien connues des médias. Certaines ont même gagné le « Public Eye Award », qui sanctionne les entreprises qui par « amour du gain », méprisent les valeurs sociales et écologiques en agissant de façon totalement irresponsable. Ainsi le FDC contient des actifs de sociétés comme Monsanto, Nestlé, Rio Tinto, SAB Miller, Zijin, Chevron (ancienne Texaco), Exxon, Barrick Gold Corporation, Glencore International AG, Freeport MacMoran ou Newmont¹.

En Zambie, la mine de cuivre de Mopani, filiale du groupe Glencore AG, a fait objet d'une étude² qui a démontré son impact environnemental néfaste. À proximité du site, l'air est lourd et métallique, les émissions de soufre dé-

passent jusqu'à 72 fois les limites légales, celles de plomb atteignent 90 fois la norme et un taux d'arsenic jusqu'à 16 fois supérieur aux limites. Les bassins de décantation où sont versés les résidus toxiques sont laissés à ciel ouvert, au mépris de toute sécurité. Et les canalisations qui évacuent ces résidus toxiques à travers les villes et les campagnes ne sont pas suffisamment protégées. Les habitants évoquent des fuites régulières ou même des explosions. Mais les dégâts causés par Glencore ne s'arrêtent pas à l'environnement, la multinationale est aussi une spécialiste de « l'optimisation fiscale ». Un rapport d'audit zambien a montré le recours à des manipulations sur les prix de transfert et à une surévaluation systématique des coûts de production (pratique interdite par l'OCDE), abus qui n'avaient pas été décelés par les autorités fiscales locales. Selon le réseau d'ONG EURODAD, Glencore a ainsi fraudé le fisc zambien à hauteur de 174 millions de dollars en une seule année. Suite à ces révélations, plus de cinquante députés européens ont demandé un moratoire sur les financements publics de l'UE vers les projets miniers en Afrique et en juin de cette année, la Banque Européenne d'Investissement a arrêté toute aide financière à cette multinationale³. Une gestion d'entreprise plus transparente par l'introduction du reporting pays par pays (filiale par filiale, projet par projet), soutenue par l'ASTM (membre d'etika) dans le cadre de sa campagne « Leurs minerais notre richesse », aurait permis à l'autorité fiscale zambienne, disposant de moyens limités, d'identifier aisément cette problématique et aurait surtout dissuadé les entreprises d'avoir recours à de telles pratiques⁴.

On pourrait citer une dizaine d'exemples de ce type. Alors pourquoi tourner autour de la définition de la morale ou de l'éthique (comme certains politiciens ou membres du CA du FDC ont préféré faire) ou insister sur le fait que les ONG luxembourgeoises ont peu d'expertise en ce qui concerne le fonctionnement du secteur financier ? Elles n'ont pas besoin d'avoir des experts en investissement financier pour comprendre que le FDC soutient de graves atteintes aux droits de l'homme, des dégâts environnementaux non négligeables et des cas de fraude et d'évasion fiscale qui privent les pays du Sud de la possibilité de pouvoir se passer un jour de l'aide des pays du Nord.

Le débat doit porter sur la responsabilité de l'Etat luxembourgeois en tant qu'investisseur. Les finances publiques se veulent un instrument au service de l'ensemble de la collectivité et dans ce sens, elles doivent être transparentes, cohérentes, justes et équitables. La finance éthique promet moins – financièrement s'entend – mais parce qu'elle est plus enracinée dans la réalité, elle a plus de chances de tenir. Les projets dans lesquels elle investit ne sont pas dépendants de marchés financiers envoûtés par le gain facile et permettraient de reconstruire le lien, oublié dans cette mondialisation financière, entre l'investisseur et l'économie réelle.

D'autres pays comme la Suède, la Norvège et la France ont appliqué des critères sociaux et environnementaux pour réaliser la sélection des actifs. L'étude sur la durée montre que les performances de ces fonds sont très proches de celles de fonds traditionnels. Le fonds de pension norvégien a même déjà éliminé de son portefeuille des entreprises comme Rio Tinto ou Barrick Gold Corporation. Ces dernières se trouvent toujours dans le FDC.

Mais, la performance financière des fonds de pension exige une croissance infinie. Le système de capitalisation est aussi sensible aux crises financières : schématiquement, si la bourse baisse ou si l'économie s'effondre, le capital qui devait payer la retraite disparaît, et la pension avec lui. En Irlande, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, les actifs détenus par les fonds de pension ont fondu de manière spectaculaire du fait de la perte de valeur des titres financiers. La capitalisation de nos retraites fait encore partie des dérives d'une mouvance ultra-libérale de notre économie : le rôle de l'Etat se réduit, mais le marché n'arrive toutefois pas à produire une harmonie sociale, comme le prédisait Adam Smith.

Ana Luisa Teixeira, membre de l'ASTM

SOURCES : 1 Selon : Fonds de Compensation de la Sécurité Sociale, SICAV-FIS Annual Report (Aud.) as of 31 Dec. 2010, R.C.S. Luxembourg B 129 879 • 2 Plus d'infos : Rapport « Projet Mopani (Zambie) : l'Europe au cœur d'un scandale minier » • 3 Glencore, se déclarant en déficit par le passé, avait eu recours à des financements européens • 4 Plus d'infos : www.publishwhatyoupay.org

Unser Werben für eine ethische Finanzwelt



Ob in Schulen, bei Vorträgen, unserer Quizshow oder bei Demonstrationen: etika wirbt in unterschiedlichster Weise für Transparenz und Nachhaltigkeit in der Finanzwelt.

Seit 15 Jahren verfolgen wir unser Vereinsziel, alternative Finanzierungen zu fördern und Denkanstöße für die Entwicklung des ethischen Umgangs mit Geld zu geben. Auch in diesem Herbst war das etika-Team neben unseren eigenen Aktivitäten – wie den Quizabenden „Qui veut gagner en vision“ am 4. Oktober und 8. November – auf einer Vielzahl von Veranstaltungen präsent, um für dieses Ziel zu werben. Zunächst waren wir am 25. Oktober Mitveranstalter eines Vortragsabends mit Max Hilbert zum aktuellen Geldsystem und Regionalwährungen. Am 27. Oktober nahmen wir an der Generalversammlung der in Gründung befindlichen belgischen NewBank, einer neuen ethischen Bank, in Brüssel teil.

Am 28. Oktober präsentierte unsere Präsidentin Magali Paulus den Schülerinnen und Schülern des Athénée du Luxembourg die finanzielle Seite des Themas „Think global, act local“. Schulveranstaltungen zur Einführung in die Sozialfinanz – über Vorträge, ein Quiz oder Gemeinschaftsspiele – haben schon eine längere Tradition, insbesondere bei den Ateliers socio-religieux der Schule Um Fieldgen jedes Jahr im März. Dieses Jahr hatten wir am 20. November auch erstmals einen Stand beim

Basar der Waldorfschule. Weitere Anfragen von Schulen nehmen wir gerne entgegen.

Am 10. November waren wir als Redner zur „Journée de la promotion de l'économie sociale et solidaire“ nach Metz eingeladen, am 24. November zu einer ähnlichen Veranstaltung des Ministeriums für Solidarökonomie in Luxemburg. Am gleichen Tag übernahm ein Mitarbeiter eine Lehrveranstaltung im Rahmen des Bachelors in Sozialwissenschaften und Erziehung an der Universität in Walferdingen.

Eher als private Zuschauer waren wir am 11. November bei der zweiten Demonstration der „Indignés“ auf der Place d'armes. Am 7. Dezember haben wir zudem an der Konferenz „Sustainable and Responsible Investment Funds: Practices, Initiatives and Perspectives“ teilgenommen, die vom Public Research Centre Henri Tudor organisiert wurde.

Am 12. Dezember feierten wir schließlich im kleinen Rahmen aktueller und ehemaliger Verwaltungsrats- und Kreditkomitee-Mitglieder unser 15-jähriges Bestehen. Im Frühjahr 2012 wird es eine größere Veranstaltungsreihe geben. (esf)

Das Kreditkomitee

Unser 1996 gegründeter Verein hat zum Ziel, alternative Finanzierungen zu fördern und Denkanstöße für die Entwicklung des ethischen Umgangs mit Geld zu geben. Dies geschieht unter anderem, indem über den Mechanismus des alternativen Sparkontos Initiativen oder Unternehmen der Zugang zu Krediten erleichtert wird, die sozialen und/oder ökologischen Kriterien einen großen Platz einräumen:

Die Projektauswahl trifft das Kreditkomitee von etika auf der Grundlage einer Nachhaltigkeitsprüfung in den Bereichen Ökologie, Soziales oder internationale Solidarität. Auf der Grundlage der Informationen, die ein Antragsteller in seinem Kreditantrag angegeben hat, entscheidet das Komitee, ob es seine Zustimmung zu dem Kredit gibt. Ist das der Fall, wird der Antrag an unsere Partnerbank BCEE weitergeleitet. Die im Kreditkomitee vertretenen Personen befolgen bei ihren Entscheidungen bestimmte, durch die Statuten von etika festgelegte Kriterien.

Die Anträge müssen mindestens eines der folgenden Kriterien erfüllen:

- positiven Einfluss auf die Umwelt;
- Aktivitäten im sozialen und kulturellen Bereich;
- Aktivitäten der Entwicklungszusammenarbeit.

Parallel wird die Kreditanfrage auch seitens der BCEE geprüft. Diese Prüfung betrifft vorrangig finanzielle Aspekte (Analyse der erwarteten Rentabilität des Projekts). Stimmen beide Instanzen zu, gewährt die BCEE den Kredit (und übernimmt das damit verbundene Risiko).

Das etika-Kreditkomitee setzt sich aus den Delegierten der Mitglieder von etika zusammen. In alphabetischer Reihenfolge sind dies zur Zeit Raymond Aendekerk (Vertreter aus dem Bereich Ökologie), Georges Glod (Soziales und Kultur), Tom Kass (Ökologie), Gast Kemp (Vorsitzender und Bereich internationale Solidarität), Marilène Oberlin (internationale Solidarität), André Reuter (Soziales und Kultur), Alice Risch (Ökologie), Raymond Wagener (internationale Solidarität) und Marc Welter (Soziales und Kultur). (esf)

Sparkonten für Kinder

Im November 2011 wurden wir von einer Solidarsparerin gefragt, ob es auch möglich sei, Alternativsparkonten für Kinder einzurichten. Die Antwort ist ein uneingeschränktes Ja. Da Eltern in der Verantwortung stehen, ihre Kinder an den Umgang mit Geld langsam und behutsam heranzuführen, ist es auch sehr sinnvoll, für die eigenen Kinder ein Sparkonto einzurichten.

Kinder unter 18 Jahren sind selbst nicht voll geschäftsfähig. Sie dürfen keine Verträge, z.B. einen Kontovertrag, eigenständig abschließen. Es ist dazu immer die Zustimmung der Erziehungsberechtigten erforderlich. Solche Konten können übrigens nicht nur von Eltern, sondern auch von Großeltern und Paten (selbst ohne verwandtschaftliche Beziehung) für ein Kind eingerichtet werden. Ab dem Schulalter sind Kinder eingeschränkt geschäftsfähig. Sie können durch Einzahlung angesparten Taschengeldes oder von Geldgeschenken wichtige Lernerfahrungen machen.

Die genannte Mutter zweier Kinder hatte noch ein spezielles Anliegen: Da ihre Kinder durch die Beteiligung an einem Filmprojekt ein höheres Honorar verdient hatten, wollten die Eltern dieses Geld zugriffssicher bis zum 18. Geburtstag sperren. Auch dies ist bei Alternativsparkonten möglich. (esf)

CHIFFRES

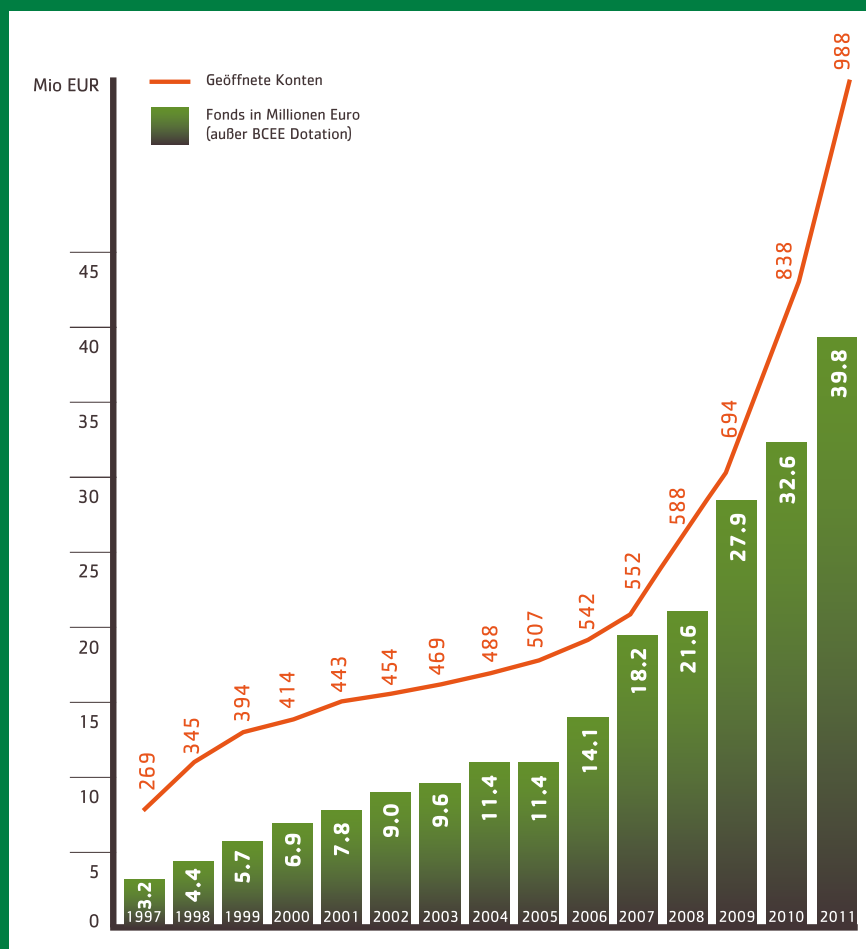
CHIFFRES SUR LE MÉCANISME ÉPARGNE ALTERNATIVE	
Comptes actifs à la date du 30.11.2011	988
Montant total de l'épargne déposée au 30.11.2011 (en millions d'euros)	39,8
Taux de conversion de l'épargne en crédit au 30.09.2011 (en %)	58,4
Nombre de crédits ouverts au 30.09.2011	81

Etika récompense le 1 000^e épargnant alternatif



L'Épargne alternative se porte très bien au Luxembourg: lancée il y a bientôt 15 ans par etika et la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, elle a connu une forte croissance depuis 2008. A ce jour (12 déc.) elle totalise 990 comptes ouverts pour plus de 39 mio. d'euros d'épargne déposée.

Le ou la 1 000^e titulaire d'un compte d'Épargne Alternative se verra offrir un cadeau d'une valeur de 500 euros sous forme de bons d'achats pour des produits biologiques ou issus du commerce équitable, des haltes gourmandes dans des restaurants biologiques, etc... (jsz)



IMPRESSUM

Den etikaINFO ass a periodescht Informations- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont.

Editeur: etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, www.etika.lu, contact@etika.lu

Lay-Out an Mise en page: Bizart

Lektorat: Stefanie BaehrBérenghère Brulebois, Marina Hetheier

Redaktioun: Ekkehart Schmidt-Fink (esf), Jean-Sébastien Zippert (jsz)

Drock: Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange.

Fotoen: BIOGROS (Säit 4), Lynn Friedmann, licence Creative Commons (Säit 2), GARNET, licence Creative Commons (Säit 1), Marc Keup (Säit 7), Polygone (Säit 5), Luis Rosaldo, licence Creative Commons (Säit 2), Rollinger (Säit 4), Ekkehart Schmidt-Fink (Säit 7)

Den etikaINFO ass op recycléiertem an 100% chlorfräi gebleechtem Pabeier gedréckt ginn.